

LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET LA POLITIQUE DE DECOLONISATION EN TUNISIE (1945-1956)

CHAIBI (Mohamed Lotfi) : Les socialistes français et la politique de décolonisation en Tunisie (1945-1956). Thèse de 3ème cycle, en histoire contemporaine sous la direction de Béchir Tlili et Abdesslem Ben Hamida. Faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis, 1989. - 700 p. (dactylographiées)

Notre étude s'inscrit dans la série de travaux entamés au début des années 80 sous la direction de feu Béchir Tlili et traitant de l'oeuvre du socialisme colonial en Tunisie (cf. principalement notre mémoire portant sur la **Fédération Socialiste de Tunisie au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale 1945-1952**, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, 1982, 430 pages et notre communication présentée au 3ème séminaire sur l'Histoire du Mouvement National et intitulée **La politique coloniale du Front populaire 1936-1938, essai d'évaluation**, M.E.E.R.S./C.N.U.D.S.T., 1987, pp. 549-567.

Elle s'appuie essentiellement sur quatre sources : **les archives du Parti Socialiste S.F.I.O.** conservées à l'O.U.R.S. (Office Universitaire de Recherche Socialiste) comportent notamment les procès-verbaux des réunions du Comité-Directeur qui constituent une mine d'informations directes sur les préoccupations et les déterminants de la position du parti et de son évolution vis-à-vis du mouvement national tunisien; **les archives du Commandement Supérieur des Troupes de Tunisie (C.S.T.T.)** gardées et classifiées par le Service historique de l'armée au château de Vincennes offrent pour notre période une documentation intéressante sur l'évolution politique de la Tunisie et les progrès du mouvement nationaliste, avec leurs incidences sur les relations franco-tunisiennes et de remarquables collections de rapports mensuels sur l'état d'esprit des populations, la presse socialiste (locale et métropolitaine) et nationaliste.

Enfin **les témoignages des principaux acteurs français et tunisiens** de cette histoire (Chedly Rhaim, Habib Ben Slama, Hedi Noura, Jellouli Fares, Jean Rous, Dr Elie Cohen-Hadria, Alain Savary, Robert Verdier, Christian Pineau, Daniel Mayer) laissent subsister outre un substrat idéologique, des éléments irremplaçables que recèle rarement la sécheresse des documents écrits.

Notre travail se présente comme un essai sur un aspect particulier de la question de décolonisation qui demeure l'un des faits marquants et les plus complexes du XXème siècle. Il analyse la défaite et la division des Français en juin 1940, l'occupation allemande de la Tunisie (9 novembre 1942-7 mai 1943), les conséquences de la politique fasciste et nazie au Maghreb, l'impact des principes énoncés d'abord dans la Charte de l'Atlantique signée le 14 août 1941 par les deux puissances anglo-saxonnes puis par celle

de San Francisco le 26 juin 1945, la déposition de Moncef Bey, au lendemain de la «libération» de Tunis (13 mai 1943), les préoccupations stratégiques (militaro-économiques) des Américains et des Soviétiques au Maghreb, la répression contre les Tunisiens après les événements du 9 avril 1938 et durant l'été 1943, la fondation de la Ligue Arabe (22 mars 1945). Tous ces faits altèrent l'image de la France en tant que puissance protectrice et aiguissent le nationalisme des colons et des autochtones.

Aussi la période 1945-1956 illustre-t-elle la mise en question du régime du protectorat, l'échec de la politique des réformes imposée par l'administration coloniale, l'hégémonie et l'affrontement de deux nationalismes, l'immobilisme du régime des partis créé par la Quatrième République et les contradictions de la politique du Quai d'Orsay en matière coloniale.

Plus précisément, l'action de la Ligue Arabe et des mouvements de libération du Maghreb au Caire, le réveil des peuples opprimés consacré par la conférence de Bandoeng, les revers subis par l'armée française au Vietnam et les retombées de la Guerre Froide accélèrent le processus de décolonisation. Au niveau maghrébin, la résistance organisée du peuple tunisien, le déclenchement de la lutte au Maroc placent la France devant des choix cruciaux : l'abandon forcé ou la négociation avec des interlocuteurs.

Face à ces mutations, l'action de la S.F.I.O. pour une solution politique au problème tunisien s'effectue lentement et par conséquent tardivement. Elle réajuste ses positions sous la pression des faits. En Tunisie, elle tente de réaliser trois objectifs : imposer la thèse de l'indépendance dans l'interdépendance par voie de négociation et dans un tête-à-tête franco-tunisien, neutraliser l'onde anti-colonialiste de la conférence de Bandoeng qui exalte la solidarité afro-asiatique et annonce la naissance politique du Tiers-Monde, enfin suggérer des accords de transition pour le rapatriement des Français de Tunisie et la tunisification de l'administration.

Si pour les deux premiers objectifs, l'évolution des réalités internationales et l'opposition du mouvement national tunisien ont contrarié la stratégie de la S.F.I.O. qui subit un échec, il n'en demeure pas moins que la réalisation du troisième objectif a été facilitée par la présence aussi bien du côté tunisien que français de personnalités lucides et courageuses dont la contribution est d'avoir suggéré des solutions aux «problèmes humains» posés par la décolonisation de la Tunisie.

Mohamed Lotfi CHAIBI